

22 NOVEMBRE 2018

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Concessions hydrauliques

FO Énergie et Mines dénonce une nouvelle provocation  
de la Commission Européenne

Flash  
Info

Lors d'une audition, hier à l'Assemblée Nationale, le Directeur Général Adjoint de la Concurrence, Cecilio MADERO, a exigé de la France que « *le Gouvernement s'engage sur un calendrier précis de mise en concurrence* ».

Dans son intervention, ce haut fonctionnaire s'est fait le défenseur des concurrents d'EDF, tant au niveau français qu'au niveau européen, en mettant au-dessus de toute considération de Service Public, cette concurrence qui est pourtant aujourd'hui un échec total dans l'électricité.

FO Énergie et Mines dénonce vivement ces **propos irresponsables et totalement partisans** de ce représentant de la Commission Européenne.

Nous sommes choqués que ce haut responsable ne soit pas gêné par le fait que les autres pays de l'Union européenne n'ouvrent pas l'hydraulique à la concurrence. **L'imposer à notre pays constituerait donc une vraie discrimination !**

FO souligne ensuite que le haut fonctionnaire **fait totalement l'impasse sur le rôle multiservice public de l'hydraulique** avec tous les aspects liés à la gestion de l'eau (irrigation agricole, tourisme, lutte contre les inondations, navigation...).

FO rappelle enfin que cette désoptimisation de l'hydraulique, vendue en morceaux, générerait **un coût supplémentaire pour les usagers** au bénéfice d'opérateurs privés qu'ils soient étrangers ou français. De ce point de vue, casser l'hydraulique d'EDF au profit du groupe privé Total qui vient de racheter Direct Energie, reviendrait à **casser un monopole de Service Public au profit de puissants intérêts privés**. Est-ce cela le nouveau monde ?

Alors, à FO Énergie et Mines, nous disons clairement à tous les décideurs : Ne touchez pas à l'hydraulique, ne touchez pas au Service Public de l'électricité !

Plus que jamais, FO Énergie et Mines est déterminée à se battre avec les personnels et dans le cadre de l'Interfédérale, contre la casse d'EDF et, plus largement, contre la remise en cause du système existant avec l'existence de trois opérateurs (EDF, CNR et SHEM).

**Ce n'est pas d'une concurrence absurde dont la France a besoin, mais bien au contraire d'un renforcement des valeurs de Service Public !**